Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Debat-sur-la-Programmation-pluriannuelle-de-l

7 juin 2018

Débat sur la « Programmation pluriannuelle de l'énergie » jusqu'au 30 juin 2018

Le conseil d'administration du Réseau "Sortir du nucléaire" a préféré ne pas se mobiliser au niveau national sur ce débat, pour mieux se concentrer sur ses thématiques prioritaires (arrêt du chantier de l'EPR, abandon du projet CIGEO, non-prolongement des réacteurs existants, campagne pour que la France signe le traité d'interdiction des armes nucléaires).

Mais nous encourageons celles et ceux qui le souhaitent à y participer, même en quelques lignes, à répondre à nos adversaires, à apporter des idées nouvelles et à « mettre les pieds dans le plat » en réaction aux discours technocratiques et irresponsables des défenseurs de l'industrie nucléaire.

Pour participer au forum

https://ppe.debatpublic.fr/debat-forum-liste?combine=&tid%5B%5D=108&sort_by=last_comment_timestamp#edit-combine-wrapper

Pour poser une question :

https://ppe.debatpublic.fr/questions-reponses?combine=&tid%5B%5D=108#edit-combine-wrapper"

Exemples d'arguments La PPE qu'est-ce que c'est ? Pour aller plus loin

Exemples d'arguments pour participer :

Si vous souhaitez participer au débat, nous vous encourageons à lire certaines contributions qui brossent bien les enjeux, comme celle de Bernard Laponche, physicien nucléaire et spécialiste des questions énergétiques :https://blogs.mediapart.fr/bernard-laponche/blog/070618/le-nucleaire-dans-la-program

mation-pluriannuelle-de-lenergie

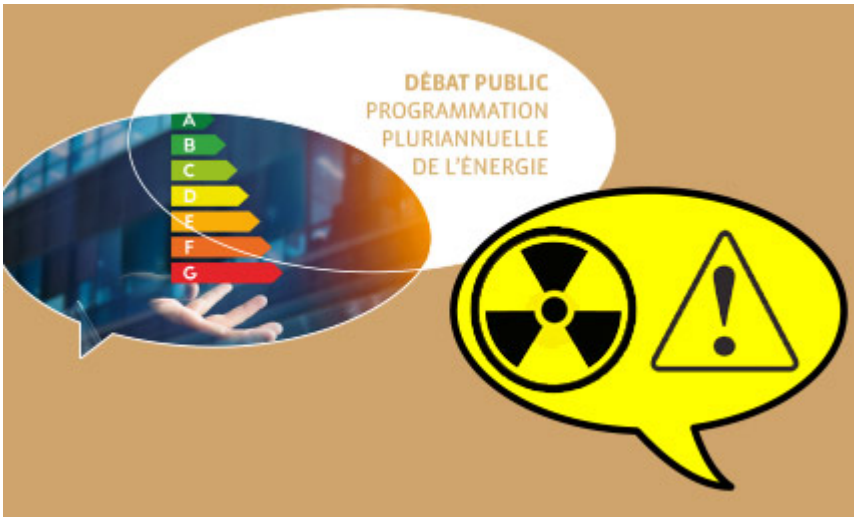
Voici également ci-dessous une trame d'argumentaire synthétique ("Nucléaire, danger immédiat"), que vous pouvez reprendre si vous le souhaitez. Si vous souhaitez développer plus, nous vous encourageons à consulter la rubrique "pour aller plus loin".

Pour envoyer votre contribution sur le site de la PPE :

https://ppe.debatpublic.fr/debat-forum-liste?combine=&tid%5B%5D=108&sort_by=last_comment_timestamp#edit-combine-wrapper

Enfin, si vous vous intéressez au questionnaire proposé par la Commission Particulière du Débat Public, vous pouvez consulter ce document, réalisé par Joël Guerry, membre de Sortir du nucléaire Bugey, qui en explicite les enjeux :

Nucléaire, danger immédiat.



Dangers du nucléaire : La France est le pays le plus nucléarisé au monde par nombre d'habitants. Un accident nucléaire majeur est possible : même l'autorité de Sûreté nucléaire le reconnaît. Cela représente un danger pour la France et les pays voisins, un danger pour l'Europe.

Déchets nucléaires : les mines d'uranium polluent des territoires entiers pour des milliers d'années. Certains déchets radioactifs resteront dangereux pour des durées qui dépassent celles des civilisations humaines. EDF vend l'électricité ; nos descendants s'occuperont des déchets !

Dette financière : vieillissant, le parc nucléaire français ne pourra voir son fonctionnement prolongé qu'au prix de travaux aussi coûteux que hasardeux. Par sa stratégie à l'export, le groupe EDF, lourdement endetté, parie avec la garantie de l'Etat et l'argent des contribuables français (au point de faire alliance avec les Chinois pour les 2 réacteurs d'Hinkley Point et d'envisager de faire appel à des fonds de pension pour le financement de 2 EPR supplémentaires en Grande Bretagne)

Climat : Contrairement aux idées reçues, le nucléaire n'est pas une solution au dérèglement climatique. Polluant, dangereux, il ne peut apporter qu'une contribution extrêmement réduite à la réduction des émissions, à un prix beaucoup trop élevé. La nécessaire lutte contre l'effet de serre ne

doit plus être utilisée comme prétexte pour poursuivre voire relancer le nucléaire en France, et dans le monde.

Nous dénonçons **l'arrogance et le cynisme** des dirigeants du groupe EDF et de leurs relais dans la haute administration et au sommet de l'Etat. D'un côté, EDF multiplie les campagnes de communication qui mettent en avant les énergies renouvelables et tente abusivement de récupérer les concepts de la transition énergétique (autoconsommation d'électricité photovoltaïque, lutte contre la précarité, participation des citoyens ....) ; de l'autre, l'industrie nucléaire impose **une stratégie du fait accompli**, en prétendant prolonger le fonctionnement des réacteurs existants jusqu'à 50, voire 60 ans, et construire de nouveaux réacteurs EPR ! Force est de constater - que **la transition énergétique ne peut se développer en France du fait du "verrou nucléaire"**.

Ça suffit. En 2018, une PPE digne de ce nom se devrait de faire sauter ce verrou.

Pour libérer les énergies renouvelables et donner des perspectives industrielles claires aux entreprises du secteur, il est nécessaire de décider immédiatement la fermeture de nombreux réacteurs pour, a minima, respecter la loi de transition énergétique (ce qui implique l'arrêt d'une vingtaine de réacteurs d'ici 2025) et surtout aller vers une sortie complète du nucléaire. Nous demandons que la PPE intègre un planning de fermeture du plus grand nombre possible de réacteurs (autres que Fessenheim), en commençant par les plus dangereux et/ou les plus anciens.

Vous souhaitez intervenir, de façon plus approfondie dans le cadre du débat sur la Programmation pluriannuelle de l'énergie impulsé par le gouvernement ? Organiser votre propre débat ? Ou tout simplement être un peu mieux armé.e pour combattre les idées reçues sur le nucléaire et l'énergie ?

La Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, qu'est-ce que c'est ?

Depuis la « loi relative à la transition énergétique pour une croissance verte » (LTECV) votée en 2015, le ministère en charge de l'environnement doit régulièrement élaborer et réviser une « Programmation pluriannuelle de l'énergie » (PPE), censée fixer les évolutions de la politique énergétique française.

Publiée en octobre 2016, a première PPE, couvrait les périodes 2016-2018 et 2019-2023. Si les évolutions prévues pour les énergies renouvelables et les énergies fossiles étaient exposées en détail, la réduction de la part du nucléaire prévue par la loi restait quant à elle dans le flou artistique (lire notre analyse) !

Le ministère doit maintenant réviser la période 2019-2023 et anticiper la période 2024-2028. L'un des principaux enjeux sera bien sûr la place du nucléaire dans la PPE, sachant que le gouvernement cherche à se débarrasser de l'échéance 2025, fixée par la loi de transition énergétique pour atteindre les 50% de nucléaire (contre 75% actuellement) dans la production d'électricité. Il ne cache pas son intention de repousser celle-ci à 2030, voire 2035.

En quoi consiste le débat public sur la PPE ?

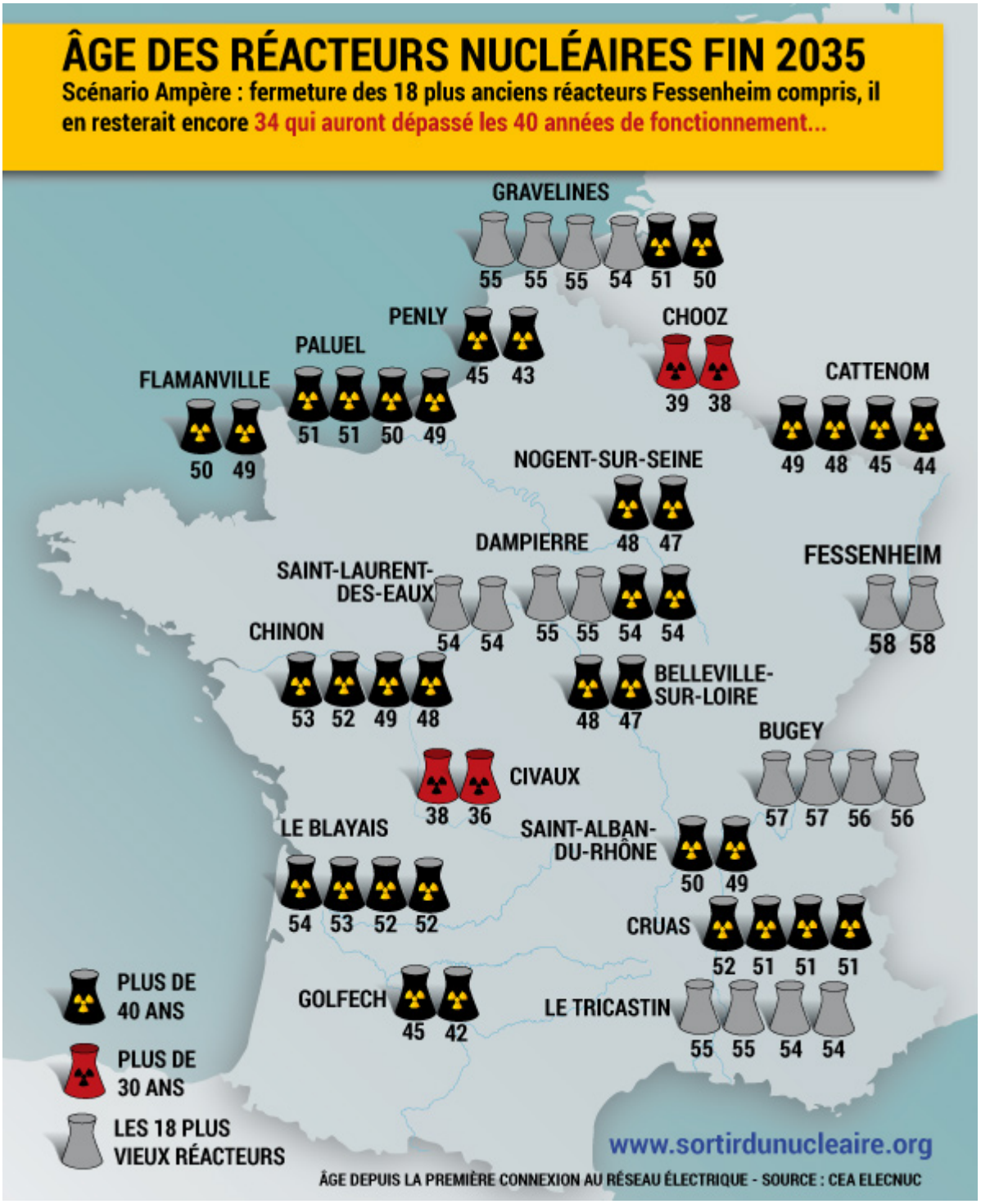
Dans la perspective de la révision de la PPE, le ministère a décidé de solliciter la Commission

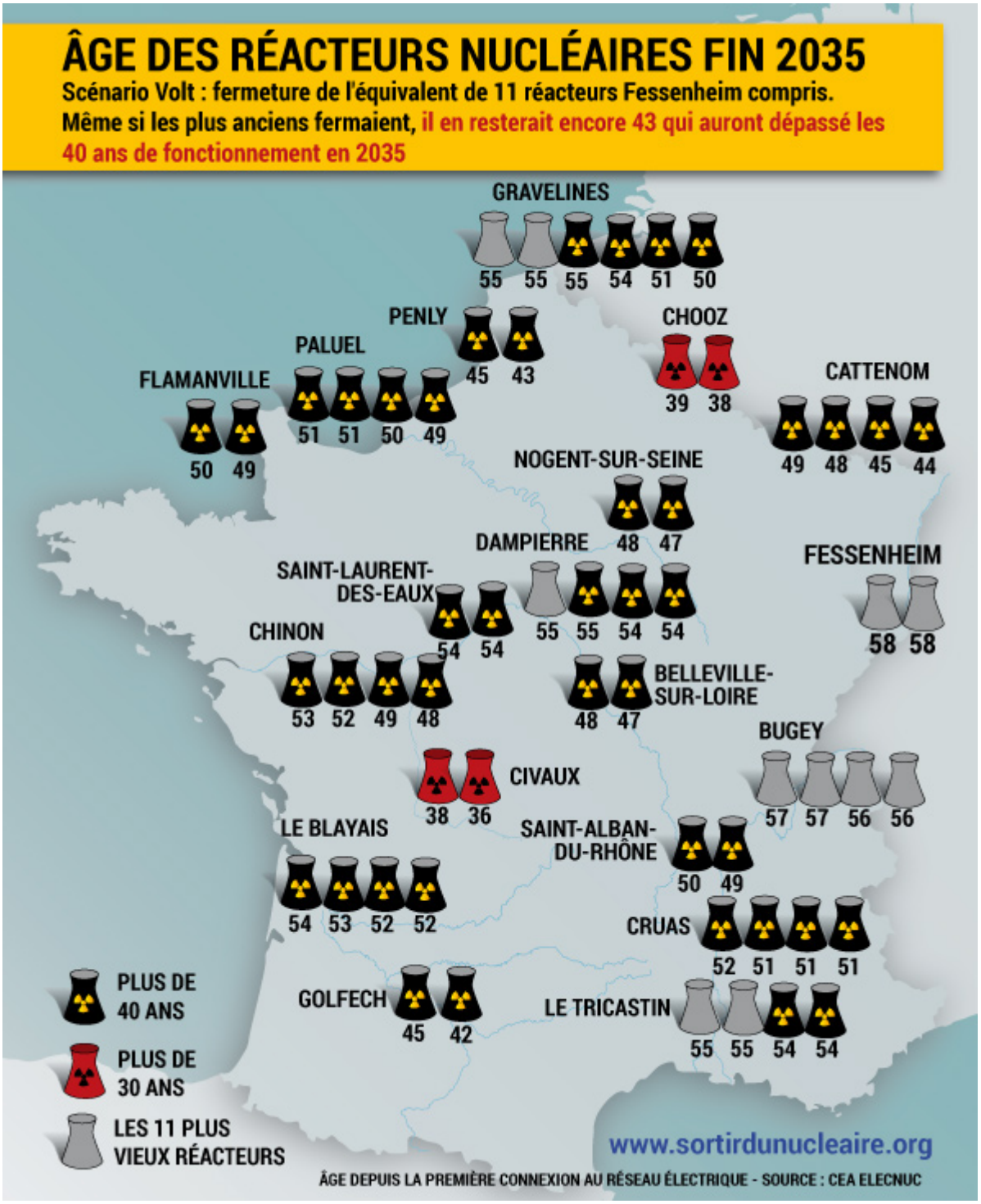
Nationale du Débat Public (CNDP). Du 19 mars au 30 juin 2018, une Commission Particulière du Débat Public (CPDP) doit recueillir les avis du public sur la politique énergétique ; une plate-forme en ligne a été lancée, où chacun.e peut poser des questions, déposer un avis, consulter des documents et voir des vidéos… Cette plate-forme répertorie également les événements organisés autour du débat et labellisés par la Commission Particulière du Débat Public. En parallèle, un panel de 400 citoyen.ne.s a été tiré au sort ; ces personnes sont appelées à se prononcer sur différents sujets. Le gouvernement est censé tenir compte des conclusions du débat pour, ensuite, rédiger le texte de la nouvelle période de la PPE qui sera adoptée par décret d'ici au 31 décembre 2018.

Enfin un vrai débat pour nous permettre de décider des choix énergétiques dans notre pays ?
Les choses ne sont malheureusement pas si simples !

Pour commencer, il existe un décalage réel entre les attentes initiales de la CPDP et celles du gouvernement. Soucieuse d'un vrai débat, la première souhaitait au début n'occulter aucune question et ouvrir largement le débat, tout en le bornant au cadre légal défini par la loi de transition, qui prévoit d'atteindre 50% de nucléaire en 2025…

Or le ministère a choisi, lui, de restreindre le périmètre, en ne versant au dossier du débat que les deux scénarios les plus conservateurs en terme de réduction de la part du nucléaire (scénarios *Volt* et *Ampère*), dans lesquels, d'ici à 2035, on ne ferme respectivement que 9 ou 16 réacteurs (ce qui revient à prolonger la durée de fonctionnement de nombre d'entre eux au-delà de 50 ans !) voir ci-dessous les cartes des réacteurs en fonction de ces 2 scénarios.


ÂGE DES RÉACTEURS NUCLÉAIRES FIN 2035
Scénario Ampère : fermeture des 18 plus anciens réacteurs Fessenheim compris, il en resterait encore 34 qui auront dépassé les 40 années de fonctionnement...
GRAVELINES
55 55 55 54 51 50
PENLY
45 43
CHOOZ
39 38
PALUEL
51 51 50 49
FLAMANVILLE
50 49
CATTENOM
49 48 45 44
NOGENT-SUR-SEINE
48 47
DAMPIERRE
54 54 55 55 54 54
SAINT-LAURENT-DES-EAUX
FESSENHEIM
58 58
CHINON
53 52 49 48
BELLEVILLE-SUR-LOIRE
48 47
BUGEY
57 57 56 56
CIVAUX
38 36
LE BLAYAIS
54 53 52 52
SAINT-ALBAN-DU-RHÔNE
50 49
CRUAS
52 51 51 51
GOLFECH
45 42
LE TRICASTIN
55 55 54 54
PLUS DE 40 ANS
PLUS DE 30 ANS
LES 18 PLUS VIEUX RÉACTEURS
www.sortirdunucleaire.org
ÂGE DEPUIS LA PREMIÈRE CONNEXION AU RÉSEAU ÉLECTRIQUE - SOURCE : CEA ELECNUC



Et le dossier proposé par le ministère pose question. Outre les deux scénarios proposés, à la fois dangereux et irréalistes, (lire ci-dessous une analyse), il véhicule un certain nombre d'idées reçues et occulte de très nombreux enjeux, notamment la question du risque nucléaire et des coûts (lire ici l'analyse du Réseau Action Climat, à laquelle nous avons contribué, ainsi que la tribune de Bernard Laponche et Benjamin Dessus, de l'association Global Chance). En outre,la question de la maîtrise de la demande d'énergie est absente du questionnaire soumis aux 400 citoyens tirés au sort . Évacuer cet enjeu, c'est laisser entendre qu'il serait nécessaire de remplacer la surproduction nucléaire par une production équivalente d'électricité : quoi de mieux pour faire passer toute perspective de sortie du nucléaire pour irréaliste ?

Et qu'adviendra-t-il des conclusions du débat public ? Si le gouvernement est censé en tenir compte pour rédiger la PPE, il semble que son objectif ne soit pas tant de mettre en débat une politique publique que de faire de la « pédagogie » envers les citoyens…

Notons enfin que parallèlement à cette consultation, EDF SA continue de pousser ses billes et de préparer la prolongation de la durée de fonctionnement des centrales, nous mettant devant le fait accompli ! Dans son cahier d'acteur, l'entreprise envisage de ne fermer aucun réacteur (hormis Fessenheim) d'ici à 2029 et souhaite « *un engagement rapide [conduisant] à une première mise en service d'une centrale en 2030 ou peu après* » !

Le fait qu'EDF SA prenne ses rêves pour des réalités au mépris de la sûreté, ne semble pas émouvoir l'État, pourtant actionnaire à 83,5% de l'entreprise. Au contraire : cette outrance permet au gouvernement de faire passer ses propres scénarios, pourtant extrêmement conservateurs, pour des scénarios « médians »…

Alors, simple dispositif de com' pour faire avaliser des orientations déjà actées ? Ou occasion à saisir, sans se faire d'illusion, pour faire entendre dans tous les cas des arguments antinucléaires dans l'espace public et faire contrepoids aux affabulations de l'industrie ? C'est à chacun.e d'en décider !

Et parce que cela peut toujours être utile, dans ce contexte ou dans un autre, **nous vous proposons ci-dessous des ressources et analyses pour argumenter et battre en brèche les idées reçues sur le nucléaire et l'énergie !**

Pour aller plus loin :

Comprendre les enjeux des différents scénarios énergétiques

Le gouvernement a choisi de baser ses travaux sur les travaux de prospective énergétique menés par RTE. En novembre 2017, RTE a publié 4 scénarios d'évolution du mix électrique à 2035, tablant sur une diminution plus ou moins importante du nucléaire dans la production d'énergie (voir graphique ci-dessous).

		Scénario VOLT	Scénario AMPERE	Scénario HERTZ	Scénario OHM	Scénario WATT	
Part du nucléaire	2025	66%	73%	60%	**50%**	**54%** **280 TWh**	
	2030	61% 360 TWh	61% 307 TWh	**50%** **256 TWh**	?	29% 127 TWh	← 72,5% du mix en 2016 pour **384 TWh**
	2035	**56%** **346 TWh**	**50%** **294 TWh**	46%	?	11%	
Puissance installée en éoliennes	2025	29 GW	35 GW	29 GW	35 GW	35 GW	
	2030	40 GW	**51 GW**	40 GW	?	**51 GW**	← 12 GW en 2016
	2035	**50 GW**	67 GW	**50 GW**	?	67 GW	
Puissance installée en photovoltaïque	2025	20 GW	24 GW	20 GW	24 GW	24 GW	
	2030	28 GW	**36 GW**	28 GW	?	**36 GW**	← 7 GW en 2016
	2035	**36 GW**	49 GW	**36 GW**	?	49 GW	
Consommation France en 2030		448 TWh	472 TWh	472 TWh	?	423 TWh	← 481 TWh en 2016
Solde exportateur en 2030		**+152 TWh**	**+110 TWh**	+35,4 TWh	?	10 TWh	← +42 TWh en 2016
Demande totale électricité en 2030		608 TWh	590 TWh	513 TWh	?	440 TWh	← 530 TWh en 2016
Emissions de CO2 en 2035		9 Mt	12 Mt	19 Mt	42 Mt	32 Mt	← 32Mt/an aujourd'hui
Centrales charbon		non	non	non	maintien	non	
Réacteurs fermés		9 d'ici 2035	16 d'ici 2035	25 d'ici 2035	24 d'ici 2025	52 d'ici 2035	
Centrales combinées au gaz en 2030		id	+0,4 GW	+11 GW	+9 GW d'ici 2025	+20 GW d'ici 2030	

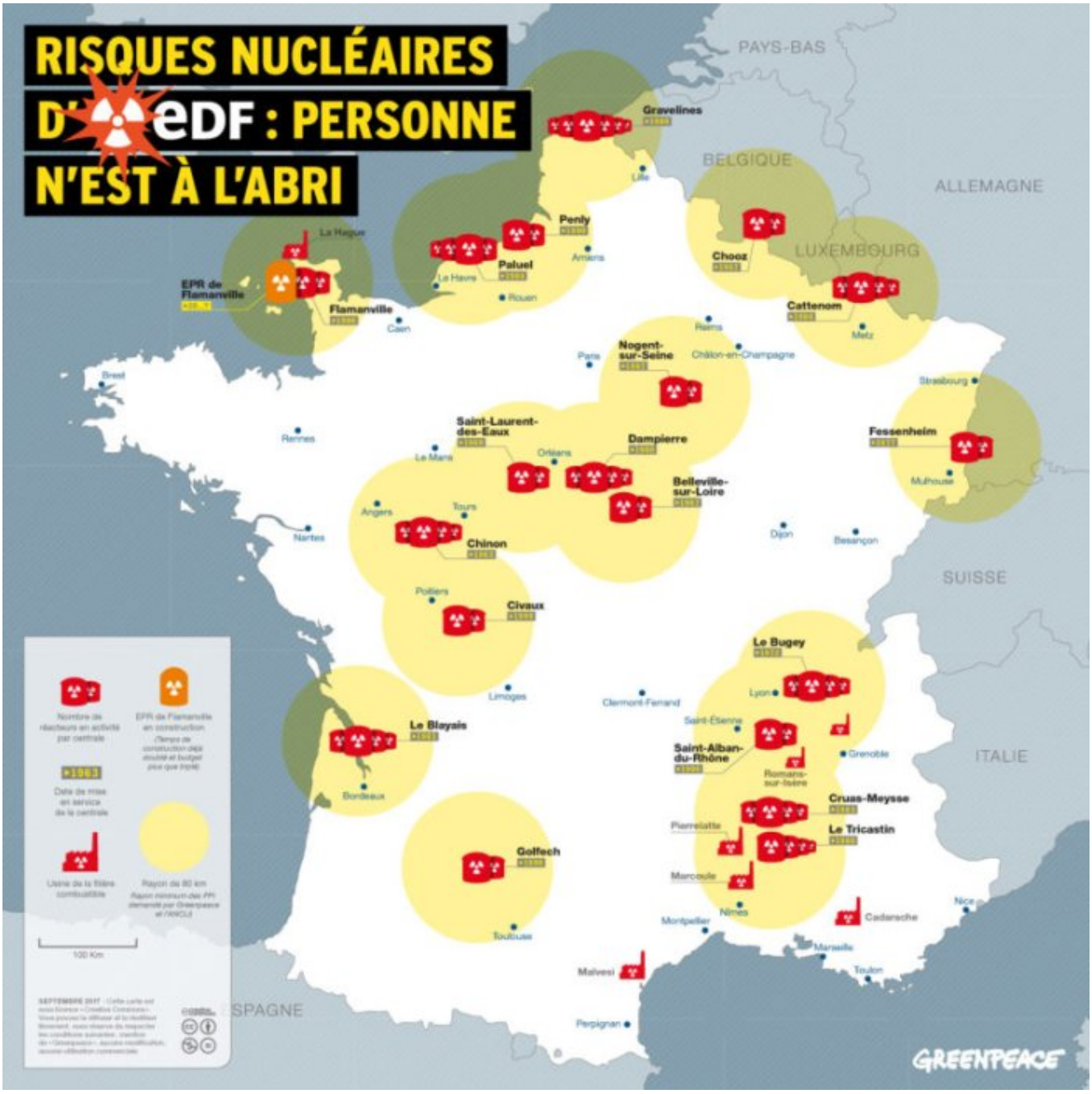
Le gouvernement a choisi de ne retenir comme « acceptables » que les scénarios qui conservent le pourcentage le plus élevé de nucléaire, au motif que les autres se traduiraient par une baisse moins importante des émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, comme l'ont souligné plusieurs experts (lire l'analyse de Négawatt ou celle de Joël Guerry, ingénieur et membre de Sortir du nucléaire Bugey), il s'agit d'un constat aussi rapide qu'abusif et certains paramètres des scénarios doivent être questionnés : hypothèses démesurées d'exportation d'électricité, potentiel d'économies d'électricité insuffisamment exploité, et surtout postulat peu réaliste sur la possibilité de prolonger le fonctionnement des réacteur. Au final, il aurait tout à fait été possible de conjuguer, à la date prévue, une baisse importante de la part du nucléaire et des émissions de gaz à effet de serre.

Les deux scénarios retenus par le gouvernement reviendraient, à l'échéance 2035, à ne fermer respectivement que 9 et 16 réacteurs hors Fessenheim… ce qui veut dire prolonger tous les autres bien au-delà de leur durée de fonctionnement, jusqu'à 50 voire 60 ans !

Cette prolongation représenterait des risques très importants… mais elle pose aussi, tout simplement, des questions de faisabilité technique et financière. Sachant qu'EDF SA n'est déjà pas en mesure de garantir une maintenance correcte de ses installations, envisager des travaux lourds et inédits sur plusieurs sites à la fois représente un défi considérable…

RTE 5 SCÉNARIOS EN DÉBAT

Le risque nucléaire, grand oublié du débat



Depuis de nombreuses années, l'Autorité de sûreté nucléaire réaffirme qu'un accident majeur ne peut pas être exclu en France. Le risque nucléaire devrait normalement être une question "centrale" du débat et une donnée essentielle dans la prise de décision. Or, comme le rappellent les experts Bernard Laponche et Benjamin Dessus, il est à peine abordé.

Pourtant, faire perdurer le fonctionnement de réacteurs nucléaires, et surtout le faire perdurer au-delà de leur durée de fonctionnement initialement prévue, ne sera pas sans conséquences. Rappelons que l'industrie nucléaire se retrouve actuellement confrontée à un triple problème :

- **Le vieillissement des installations** (centrales ET usines de la chaîne du combustible nucléaire). Sur un réacteur nucléaire, de nombreux composants subissent le vieillissement. Parmi eux, certains sont remplaçables (mais ne sont pas forcément remplacés, pour raison de coût, ou en l'absence de pièces de rechange). D'autres ne sont ni remplaçables ni réparables,

comme l'enceinte de confinement ou la cuve. Passé les 40 ans de fonctionnement, les cuves voient leur fragilité s'accroître de manière considérable. En plébiscitant les deux scénarios les plus conservateurs, le gouvernement semble avoir oublié ce "détail" : à échéance 2035, dans le scénario "Ampère", 34 réacteurs dépassent 40 ans de fonctionnement, dont 19 atteignent 50 ans et plus ! Et dans le scénario "Volt", on passe à 43 réacteurs de 40 ans et plus, dont 26 atteignent ou dépassent les 50 ans !

- **La découverte de nombreuses anomalies, malfaçons et fraudes dans les usines nucléaires.** L'industrie nucléaire découvre régulièrement des anomalies sur ses réacteurs nucléaires, qui compromettent par exemple leur tenue au séisme. Plus grave : depuis quelques années, nous savons que l'usine Framatome du Creusot (anciennement Areva) a **fabriqué pendant des années des pièces sans respecter les règles de l'art… et falsifié certains dossiers pour les faire passer pour conformes.** Le résultat ? Selon les chiffres officiels, en février 2018, 1023 "anomalies" et 233 "non-conformités" ont été recensées sur les pièces de 23 réacteurs français actuellement en fonctionnement. Et il ne s'agit sans doute que de la partie émergée de l'iceberg : l'ouvrage *Nucléaire, danger immédiat* de Thierry Gadault et Hugues Demeude fait état d'autres non-conformités, dévoilées par une source interne à EDF et qui n'ont jamais été rendues publiques. Les pièces concernées ne présentent donc pas les caractéristiques attendues, ce qui pose déjà problème. Plus grave encore : certaines anomalies concernent des composants qui, pour éviter à tout prix la rupture, doivent normalement présenter une qualité de conception et de fabrication impeccable, ce qui est loin d'être le cas...

- Enfin, **une maintenance des équipements insuffisante ou mal réalisée** . Pour réaliser des économies, EDF SA a réduit les délais pour les travaux de maintenance des installations et sous-traité massivement ces opérations à des prestataires souvent très mal payés. Il existe actuellement jusqu'à 7 niveaux de sous-traitance et l'exploitant est dans l'incapacité d'assurer une surveillance correcte de la réalisation des travaux de maintenance ; quant aux prestataires, confrontés à des cadences de plus en plus élevées et souvent peu formés, ils sont placés dans l'incapacité d'effectuer leur travail correctement. Le résultat ? Sur l'ensemble du parc nucléaire, 29 réacteurs pourraient se voire partiellement ou totalement privés de refroidissement en cas de séisme : les tuyauteries des stations de pompage, mal entretenues et corrodées, sont rongées par la rouille au point qu'elles ne résisteraient plus à un choc brutal !

Installations vieillissantes, moins robustes que prévu et mal entretenues : les ingrédients sont malheureusement réunis pour un scénario accidentel...

Pour en savoir plus sur les multiples dysfonctionnements qui affectent le parc nucléaire français, consultez cette rubrique.

Le nucléaire, indispensable pour lutter contre le changement climatique ?

C’est désormais l’argument que l’industrie nucléaire met le plus volontiers en avant : toute sortie du nucléaire, voire même toute réduction un tant soit peu ambitieuse de la part du nucléaire, serait incompatible avec nos objectifs climatiques.

Il faut rappeler à quel point ce postulat est biaisé :

- Tout d’abord, peut-on considérer comme une "solution" une technologie qui s’accompagne de risques aussi importants et d’une pollution aussi durable ?
- De plus, il apparaît que le nucléaire n’apporte qu’une contribution très réduite à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette maigre contribution est fournie à un coût beaucoup plus élevé que d’autres technologies (énergies renouvelables et surtout économies d’énergie) et à un rythme beaucoup trop lent au vu de l’urgence climatique (il suffit de prendre en compte le temps de construction d’un EPR !)
- Enfin, loin d’apporter une aide, le nucléaire constitue en vérité un obstacle à la mise en place d’une politique climatique ambitieuse. Le statu quo n’est plus possible : le maintien du parc nucléaire existant nécessitera des investissements lourds pour des résultats limités, et le nouveau nucléaire est un puits sans fond. Les milliards engloutis pour la survie de cette technologie sont autant de financements qui manquent aux véritables solutions. Par ailleurs, conserver le nucléaire revient à conserver un système énergétique centralisé dépassé, qui n’est pas adapté à un développement optimal des énergies renouvelables.

Pour en savoir plus, téléchargez la brochure *Nucléaire, une fausse solution pour le climat*

Et pour en savoir encore, vous pouvez lire l’étude de WISE Paris *L’option nucléaire contre le changement climatique : risques associés, limites et frein aux alternatives*

Et les déchets radioactifs dans tout ça ?

C’est l’un des impensés du débat, qui méritent pourtant qu’on y porte attention.

En effet, plus les centrales fonctionneront longtemps, plus la production de déchets radioactifs à gérer sera importante. Comme expliqué par Bernard Laponche, expert membre de l’association Global Chance, les volumes de déchets produits varient de façon significative selon les trajectoires énergétiques.. Ainsi, rien que pour les déchets de haute activité, les plus dangereux, il existe un écart de 50% entre le volume généré par le scénario le plus conservateur de RTE et celui proposant une transition la plus rapide.

Et les implications seront lourdes, non seulement en termes de pollution, mais aussi en termes financiers. Rappelons que le coût de la gestion de ces déchets et la disponibilité des provisions pour y faire face soulèvent de très importantes questions, ce qui n’empêche pas EDF d’adopter une stratégie du "après moi le déluge"...